

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

juillet 2015

globe rouge
INFO

RÉSISTER À LA FINANCE RECONQUÉRIR LA SÉCURITÉ SOCIALE !

La réaction du peuple grec lors du référendum du 5 juillet est celle de la résistance face à la logique de l'argent, celle de la dignité. C'est un message d'espoir.

Cela nous conforte dans notre engagement pour une autre Europe, celle des peuples, celle du respect de la démocratie, celle de la coopération.

Le PCF a toujours été aux côtés des forces progressistes.

Cette réaction courageuse du peuple grec nous donne de la force pour engager avec plus de détermination encore la bataille pour la reconquête de la sécurité sociale. Nous avons décidé d'en faire un des axes majeurs des batailles de la commission santé protection sociale jusqu'au congrès de notre parti.

Oui, une sécurité sociale solidaire, financée

par des cotisations, contrôlée démocratiquement par les représentant-e-s élu-e-s des salarié-e-s, des privés d'emploi, des retraité-e-s, universelle et intergénérationnelle, est une idée moderne et d'avenir.

Nous ne nous résoudrons jamais à l'abandon de ce « conquis social », comme le disait Ambroise Croizat. Nous refusons la logique du monde assuranciel. Nous préférons la solidarité à la mise en concurrence entre les « clients ».

Cette bataille est identitaire des combats de la gauche qui ne se résigne pas. C'est un combat de classe.

Pas question de laisser les ministres organiser des commémorations comme si c'était une idée du passé.

Nous, nous sommes pour affirmer haut et fort toute la modernité de cette idée courageuse d'une sécurité sociale solidaire.

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale

comme depuis plusieurs années la commission Santé/protection sociale
Activité en direction des retraité-e-s

tiendra un espace dans le stand de la fédération de Seine et Marne du PCF

venez nous y retrouver



COMMISSION UN COUP D'ŒIL SUR L'ACTIVITÉ

Durant cette année, nous avons pris comme fil rouge la reconquête de la sécurité sociale solidaire avec, entre autre, l'axe du remboursement à 100% par la sécurité sociale des soins prescrits.

Le plan Valls, le pacte dit de responsabilité, la loi Santé de Touraine sont autant des raisons de notre combat actuel.

Ce qui est en jeu, c'est la cohérence même de la sécurité sociale. Bien sûr, le financement par la cotisation est plus que jamais une idée d'avenir pour nous. Mais au-delà, les caractéristiques de solidarité, d'universalité, de d'intergénérationnel sont indissociables de la sécurité sociale elle-même.

Nous n'acceptons toujours pas la remise en cause de l'universalité des allocations familiales. Nous ne partageons toujours pas les différentes réformes régressives des retraites.

Nous contestons les économies drastiques que le pouvoir et la majorité parlementaire qui le suit imposent sur la sécurité sociale avec les « PLFSS » d'austérité.

Une affiche sera réalisée pour la Fête de l'Humanité. Une brochure sur la sécurité sociale, nos analyses et nos propositions alternatives a été rédigée, elle sera disponible pour l'université d'été du PCF fin août 2015.

Un numéro spécial du *Globule rouge* est en cours de préparation sur la politique du médicament et nos propositions alternatives. Un autre est prévu sur la psychiatrie pour aider à la popularisation de notre analyse et de nos propositions pour une psychiatrie humaniste.

Nos propositions sur la perte d'autonomie sont actualisées et toujours performantes et ont fait l'objet d'une publication dans un 4 pages. Elles ouvrent des pistes pour sortir concrètement de l'assuranciel.

Enfin, l'activité en direction des retraité-e-s se structure sur le territoire national. La publication du bulletin d'information est assurée régulièrement. À consolider et à développer.



COMMUNIQUÉ

le groupe Communiste, Républicain et Citoyen vote contre la proposition de loi sur la fin de vie modifiée par le Sénat

EXPLICATIONS

La proposition de loi sur la fin de vie qui a été déposée auprès du Sénat, après adoption par l'Assemblée nationale, avait suscité l'adhésion de la large majorité du groupe Communiste, républicain et citoyen.

Certes, nous lui reconnaissons des limites. En effet, elle avait davantage pour objet de garantir l'application effective de la loi Léonetti de 2005, que de créer de réels nouveaux droits pour les malades et les personnes en fin de vie.

Pour autant, elle comportait deux avancées majeures.

D'abord la possibilité de mener une sédation profonde et continue jusqu'au décès, pour les personnes en ayant exprimé la volonté, et dans des cas précis et définis.

Ensuite, le renforcement de la portée des directives anticipées rédigées par les patients, qui devaient s'imposer au corps médical.

Ces deux avancées ont été battues en brèche par la droite sénatoriale, qui est même revenue sur des droits existants, par exemple concernant la sédation profonde.

Alors que les attentes de nos concitoyen-ne-s étaient grandes sur ce sujet, et que beaucoup d'entre eux-elles comptaient sur le législateur pour prendre des positions courageuses, la droite sénatoriale a préféré revenir en arrière.

Le texte ainsi soumis à notre vote n'était pas donc acceptable, c'est pourquoi nous nous y sommes opposés.

Paris, le 23 juin 2015

DRÔME

POURQUOI UNE FERMETURE TEMPORAIRE DES URGENCES DE SAINT-VALLIER ?

Les communistes du Nord-Drôme et leurs élus de Romans, de Saint-Vallier et des communes de la Drôme des collines et de la Drôme Nord s'interrogent à propos de l'annonce de fermeture temporaire du service des Urgences du site de Saint-Vallier (de 18 h 30 à 8 h 30, du 20 juillet au 24 août). Le motif invoqué est le manque de personnel médical. La situation rencontrée cette année n'est pourtant pas nouvelle. Chaque année cette question se pose. La solution est travaillée bien en amont, en prévoyant et en organisant un appel à médecins qui constituent en quelque sorte un potentiel de réserve et qui sont prêts à intervenir en cette période. Sauf que cela occasionne de la dépense supplémentaire.

Une fermeture temporaire qui d'ailleurs pourrait bien avoir l'avant-goût d'une solution plus globale qui serait en préparation, à savoir, à terme, la disparition pure et simple de tout service d'Urgences sur le site de Saint Vallier. Une hypothèse tout à fait plausible au vu des lois... qui prévoient une centralisation (GHT), c'est-à-dire un regroupement massif des établissements hospitaliers sur quelques grands centres.

Le PCF et ses élus en appellent à la responsabilité de chacun. Les citoyens du Nord-Drôme doivent pouvoir disposer d'un accès égal et de qualité aux soins. Cela

signifie l'existence d'hôpitaux de proximité dotés des services nécessaires à la prise en charge réelle et rapide des patients, le plus sûr moyen pour sauver des milliers de vies.

C'est pourquoi nous exigeons le retrait du projet de fermeture du service des Urgences et UHCD de Saint-Vallier.

Une enveloppe exceptionnelle de 200 000 euros serait débloquée par la DTARS Drôme pour les recrutements nécessaires et la directrice de l'ARS Rhône-Alpes est intervenue auprès des directeurs des établissements alentours pour des aides appropriées pour les HDN situé de plus sur plusieurs grands axes de circulation (RN7-RN86-A7-TGV...) au cœur de la vallée du Rhône.

La mobilisation ne faiblira pas, même en cette période particulière de l'été où l'on sait que « fleurissent » les coups tordus.

La vie n'a pas de prix et la Santé n'est pas une marchandise ! Chaque citoyen de ce pays doit avoir un égal droit d'accès à des soins de qualité et de proximité.

Saint-Vallier le 06 juillet 2015

communiqué des élus communistes et des communistes du Nord-Drôme (extraits)

parole d'élus

c'est l'ARS qu'il faut fermer



par Jean-Michel Ruiz
élu à Mériel

Comment parvenir à supprimer 22 000 emplois sur les trois prochaines années ? Le ministère et l'ARS sont actifs dans ce domaine !

Dans l'est du Val d'Oise, l'ARS veut fermer l'hôpital Charles-Richet (Adelaïde-Hautval) de Villiers le Bel (477 patients et 750 agents !) comme il s'attaque aux EHPAD Jacques-Achard de Marly-la-Ville (80 lits) ou à celui du Cèdre bleu de Sarcelles (234 lits). Cette partie de notre département, déjà durement touchée par les choix politiques d'austérité, risque de devenir un véritable désert de santé publique.

La mobilisation s'organise autour des syndicats, en particulier la CGT très active sur les différents sites. À Marly-la-Ville, le maire André Specq (app-PCF) a même mis sa démission dans la balance. Une banderole est apposée sur la mairie. Les militants et élus communistes sensibilisent les citoyens dans les différentes villes et font signer des milliers de péti-

tions. Nous étions au côté des agents de ces établissements pour « accueillir » Marisol Touraine en visite à l'hôpital d'Eaubonne le 15 juin. À Charles-Richet, la mobilisation est toujours très forte et nous avons pu le mesurer lors du barbecue revendicatif du 26 juin.

Dans un même temps, le gouvernement n'hésite pas à offrir plus de 40 milliards aux plus grands patrons sans aucun contrôle, le chômage continue à augmenter (+0.5% ce mois-ci dans le Val d'Oise) et l'argent est distribué aux actionnaires. L'argent doit aller à la santé, à la vie, pas à la spéculation ! C'est le message que nous, agents et militants, continuerons à faire passer en élargissant le rassemblement pour gagner.

Comme je le disais lors de ma prise de parole devant les agents dès le 2 juin : « Madame Touraine, ce n'est pas Charles-Richet ou Jacques-Achard qu'il faut supprimer, mais l'ARS ! »

LA FIÈVRE MONTE

à Millau

MILLAU VEUT GARDER SA MATERNITÉ

Plus de 1000 personnes ont défilé lundi 22 juin devant la mairie de Millau. K l'intérieur se tenait une réunion avec les élus du département, les représentants de l'Agence régionale de santé (ARS) et ceux de l'hôpital, sur l'offre de soin dans le bassin Millavois. Le point crucial étant la pérennité de l'activité de la maternité mise à mal par une lettre de l'ARS reçue quelques jours plus tôt qui laissait supposer que l'autorisation de l'activité pourrait ne pas être reconduite. En tête de cortège, pour le symbole, des jeunes enfants en poussettes sur lesquelles une affiche précisait : « Je suis né ici ».

La population millavoise était venue en très grand nombre grossir les rangs du personnel hospitalier. Les élus PCF étaient aussi présents, Martine Perez conseillère régionale, et Corinne Compan conseillère départementale. Les slogans repris et les pancartes brandies par les manifestants en disaient long sur leur inquiétude quant à la survie de la maternité. « L'ARS nous délaisse, maternité en détresse ».



À l'issue de la marche, les manifestants se sont massés devant la mairie. ils ont attendu jusqu'à midi que quelqu'un veuille bien leur faire un compte rendu de la réunion.

Une grande confusion, et même de la colère régnaient sur les marches lorsqu'on annonça qu'aucune déclaration ne serait faite. Face à l'insistance des manifestants, le maire de la ville, Christophe Saint-Pierre, est descendu s'adresser à la foule. Il a indiqué que Monique Cavalier, DG de l'ARS Midi-Pyrénées, affirmait « n'avoir pris strictement aucune décision de fermeture de la maternité à l'horizon 2016 » en attendant le dossier d'agrément. Des annonces qui n'ont vraiment pas rassuré les manifestants, qui avancent que « seul un soutien massif de la population peut sauver la maternité ».

Pascal Mazet

les cocos dans les collectifs locaux

FRONT DE GAUCHE santé et protection sociale

Depuis 2012 avec quelques aléas, le Front de gauche/Santé et protection sociale poursuit une activité politique.

Régulièrement, des militantes et des militants du PCF, du PG, d'Ensemble !, du monde associatif se réunissent toutes les six à huit semaines pour échanger sur la situation dans le secteur de la santé et de la protection sociale.

Le Front de gauche/Santé a publié régulièrement des expressions notamment lors des manifestations, comme ce fut le cas le 25 juin dernier.

Nous avons engagé un processus de sollicitations des organisations syndicales des personnels du secteur de la santé et de la protection sociale.

Nous sommes aussi pour une expression publique, notamment dans le dernier trimestre, pour agir au moment des votes de la loi santé et du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Nous envisageons aussi de tenir des initiatives en province là où c'est possible avec des représentant-e-s des différentes composantes du Front de gauche/Santé et protection sociale. N'hésitez pas à nous faire connaître les possibilités dans votre région.

Le Front de gauche thématique Santé et protection sociale est un des fronts thématique les plus actifs. Certes, contre les projets de régression sociale des différents gouvernements depuis des années, mais aussi porteurs des éléments alternatifs comme le remboursement à 100% par la sécurité sociale des soins prescrits.